



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 OCTOBRE 2018, COMITE DE L'OUTRE-MER ET COMITE DES ETATS ETRANGERS DE L'AFD DU 24 OCTOBRE 2018

APPROBATION D'UNE QUINZAINE DE NOUVEAUX PROJETS

Le Conseil d'Administration du 25 octobre 2018 a approuvé le Cadre d'Intervention Pays Brésil (2018-2022). Cette stratégie de l'AFD au Brésil vise à accompagner la transition écologique et solidaire engagée par les acteurs brésiliens : villes, Etats fédérés, banques de développement, entreprises. Cet accompagnement s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable auxquels le Brésil et la France ont souscrit. Un point d'étape de la mise en œuvre de cette stratégie sera présenté au Conseil d'administration en septembre 2019.

Le Conseil d'Administration a également approuvé le Cadre d'Intervention pays Mexique (2018-2022). Cette stratégie de l'AFD au Mexique a pour objectif d'appuyer la transition du pays vers un modèle bas-carbone et résilient, favorisant la préservation des ressources naturelles et l'inclusion sociale. Ceci correspond à la poursuite de l'intervention de l'AFD sur les enjeux globaux de lutte contre le changement climatique et de protection des ressources naturelles, qui feront l'objet de grands rendez-vous internationaux d'ici 2020 (biodiversité), et à l'introduction d'un nouvel objectif d'inclusion sociale.

Le Conseil d'Administration a examiné l'évaluation de 10 ans d'aide au développement de la France au Vietnam, (2005-2015) menée conjointement par les services évaluations de l'AFD, du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et de la Direction générale du Trésor. Cette étude fait ressortir la pertinence du positionnement de l'aide française au Vietnam et son adaptation réussie aux évolutions du contexte vietnamien. La France a su accompagner le Vietnam sur le sujet de l'adaptation au changement climatique. Cette évaluation dresse, pour la première fois, un état des lieux de l'influence économique française, que la France a su concilier avec les objectifs de développement.

Une quinzaine de projets a été approuvée par le Conseil d'Administration du 25 octobre 2018 ainsi que par le Comité de l'Outre-Mer et le Comité des Etats Etrangers de l'AFD du 24 octobre 2018 pour un montant de 432 millions d'euros, 18 millions de dollars et 100 millions de ZAR.

Le Conseil d'Administration a notamment approuvé les financements suivants :

PROJET : appui à la réforme de la justice en Jordanie

Pays : Jordanie

Secteur : justice

Montant du financement : prêt de 40 millions d'euros et subvention de 6,64 millions d'euros

Le prêt et le programme complet d'assistance technique qui lui est associé viendront soutenir, en complément d'un financement de l'Union Européenne, les efforts entrepris par les autorités jordaniennes pour améliorer l'efficacité de la justice, l'impartialité et la professionnalisation des acteurs judiciaires, favorisant ainsi les conditions d'accès à la justice des citoyens et des justiciables et la garantie de leurs droits.

PROJET : projet de TER à Dakar

Pays : Sénégal

Secteur : infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 100 millions d'euros

Le Train express régional constitue une priorité pour le Sénégal dans le domaine des infrastructures. Le projet de TER vise à doter l'agglomération de Dakar d'un système ferroviaire de transport de masse rapide, moderne et capacitaire afin de desservir la banlieue sur 38 km de la gare centrale de Dakar à la future ville nouvelle de Diamniadio. L'AFD finance déjà le projet à hauteur de 100 M€ (lot matériel roulant). Le projet est cofinancé par L'Etat sénégalais (170 M€), la Banque islamique de développement (300 M€), la Banque Africaine de Développement (180 M€), BPI (20 M€) et le Trésor français (95 M€). Il s'agit là d'un complément de 100 M€ permettant de s'ajuster au coût actualisé du projet.

PROJET : programme d'appui au Développement Economique local et aux Initiatives Communales (DECLIC)

Pays : Mauritanie

Secteur : développement rural

Montant du financement : subvention de 13,364 M€ maximum

Le programme DECLIC vise à améliorer les conditions de vie des populations de trois régions *du pays* (*wilayas* du Gorgol, de l'Assaba et du Guidimakha) en prévenant les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et en accompagnant l'ensemble des communes dans la fourniture de services améliorés et la valorisation économique durable de leurs territoires, en lien avec les compétences qui leur sont transférées dans le cadre de la décentralisation. En complément du financement octroyé à l'Etat Mauritanien pour la mise en œuvre du projet, un volet d'actions rapides sera confié à un consortium d'OSC. Cette modalité d'intervention rapide et les objectifs d'appui au développement rural, à la décentralisation et à la fourniture de services de base permettent d'inscrire pleinement le projet dans les priorités de l'Alliance Sahel.

PROJET : contribution au financement du programme économique et financier de la République Centrafricaine

Pays : République Centrafricaine

Secteur : appui aux politiques publiques

Montant du financement : subvention de 10 millions d'euros

Cet appui permettra d'accompagner la République Centrafricaine dans la mise en œuvre de son programme économique et financier déjà soutenu par d'autres bailleurs. Le décaissement de cette

subvention est conditionné à l'appréciation positive, par la France, de la stabilité du cadre économique et financier de la République Centrafricaine.

PROJET : garantie de portefeuille

Pays : Afrique du Sud

Secteur : secteur productif

Montant du financement : garantie de 100 M ZAR (environ 5,7 M EUR)

Le projet est une garantie de portefeuille de 100 M ZAR octroyée à une banque privée en Afrique du Sud. Cette garantie permettra d'appuyer la banque dans le financement à hauteur de 200 M ZAR de PME sud-africaines, pour un objectif de 190 PME et 760 emplois soutenus, en visant particulièrement les PME actuellement sous financées.

PROJET : soutenir la diversification de l'économie du Botswana et accompagner la stratégie de transformation d'une banque publique

Pays : République du Botswana

Secteur : secteur productif

Montant du financement : ligne de crédit de 18 millions de dollars

Ce financement permettra d'accompagner la transformation et la réorientation stratégique d'une banque publique vers une activité de prêts dans un objectif de financement du secteur privé et de soutien à la diversification de l'économie du Botswana, aujourd'hui fortement concentrée sur le secteur diamantaire.

PROJET : interconnexion Tanzanie-Zambie (partie Tanzanie)

Pays : République Unie de Tanzanie

Secteur : infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 100M€

Le financement, en cofinancement avec la Banque mondiale, permettra de financer l'interconnexion Tanzanie-Zambie afin d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en électricité dans le sud de la Tanzanie et de développer l'intégration régionale des réseaux électriques en Afrique de l'Est et en Afrique Australe.

PROJET : construction d'infrastructures de gestion intégrée de la ressource en eau à caractère « éponge » dans le District d'Anzhou, Municipalité de Mianyang, Province du Sichuan

Pays : République Populaire de Chine

Secteur : développement urbain / eau & assainissement

Montant du financement : prêt de 35 millions d'euros

Ce projet permettra à 200 000 personnes de bénéficier d'un service d'alimentation en eau potable, et à 100 000 personnes de bénéficier d'aménagements urbains et d'équipements visant à réduire les inondations (route éponge, corridor vert et règlementation urbaine prescriptive). Il permettra également d'alimenter un dialogue franco-chinois sur les enjeux d'aménagements urbains résilients aux inondations.

PROJET : projet régional d'appui à la reconnaissance et au développement des Indications Géographiques dans trois pays d'Asie du Sud Est

Pays : Birmanie, Cambodge, Laos

Secteur : secteur productif

Montant du financement : subvention de 2 millions d'euros (sur ressources PRCC)

Ce projet permettra de mettre en place ou de renforcer les dispositifs de gestion et de protection des Indications Géographiques dans 3 pays d'Asie du Sud-Est (Cambodge, au Laos et en Birmanie). Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un 1er projet initié en 2014 par l'AFD qui ciblait le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam.

PROJET : financement partiel des dépenses d'investissement du budget principal de la CINOR sur la période 2018-2020 - Réalisation du premier transport par câble de Saint-Denis de la Réunion

Territoire : La Réunion

Secteur : financement budgétaire collectivité locale

Montant du financement : prêt de 12 millions d'euros

Ce prêt permettra d'appuyer globalement le programme d'investissement de la CINOR sur la période 2018 – 2020 et plus spécifiquement la réalisation du premier projet de transport par câble de Saint-Denis entre le pôle multimodal du Chaudron et le site de Bois-des-Nèfles situé sur les pentes de Sainte-Clotilde. Ce projet, le premier d'un programme plus global de cinq lignes de téléphérique, sera pleinement intégré au réseau de transport public de la Communauté.

PROJET : financement partiel du Programme Pluriannuel d'investissements (PPI) de la commune de St-Pierre 2018-2019

Territoire : La Réunion

Secteur : financement budgétaire collectivité locale

Montant du financement : prêt de 15 millions d'euros

Le financement proposé à la commune de Saint Pierre permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés dans le PPI par le soutien de l'activité économique via la commande publique et à l'amélioration de la cohésion sociale et du cadre de vie des habitants.

PROJET : financement partiel du programme d'investissement de la commune du Tampon 2018-2019

Territoire : La Réunion

Secteur : financement budgétaire collectivité locale

Montant du financement : prêt de 30 millions d'euros maximum

Ce prêt permettra le financement budgétaire partiel des dépenses d'investissement 2018 et 2019 du Programme Pluriannuel d'Investissement de la commune du Tampon. Il participera à l'atteinte des objectifs fixés dans le PPI par le soutien de l'activité économique via la commande publique et à l'amélioration de la cohésion sociale et du cadre de vie des habitants.

PROJET : financement de la construction de logements en location-vente

Territoire : Martinique

Secteur : accès au logement

Montant du financement : prêt de 6,08M€

Ce projet de construction de 75 logements en location-vente de type social/intermédiaire permettra de renforcer l'accès à l'acquisition d'une résidence principale aux ménages modestes de la Martinique, en leur faisant bénéficier des avantages de la défiscalisation. Il contribuera également à créer un effet levier important pour la mobilisation du financement privé vers la production de logements collectifs, tout en soutenant le secteur d'activité du BTP en difficulté.